



HERVÉ LEGROS : « LE LOGEMENT EST UN PRODUIT DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ »

Tandis que le groupe Alila affiche un très bon bilan 2020, son PDG Hervé Legros alerte les élus locaux et le gouvernement sur l'urgence à construire des logements sociaux mais également intermédiaires.



Hervé Legros, PDG d'Alila

L'année 2020 aura été très intense pour Alila. Le promoteur lyonnais spécialisé dans la construction de logements aidés, aura finalement réalisé son activité sur 7 mois en raison des élections municipales qui ont eu pour effet de freiner les traitements de permis de construire pendant de très longues semaines. Avec une croissance donc soutenue, Alila a réalisé 147 programmes avec 6918 logements réservés sur l'année, dont 3 027 en Auvergne-Rhône-Alpes et 2 302 en Île-de-France (deux régions qui portent principalement l'activité du groupe). Soit un chiffre d'affaires de

J.T.

754 M€ (+23 % par rapport à 2019 et +56 % par rapport à 2018) pour un volume d'affaires de 1, 47 Md€, dont 696 M€ en Aura et 530 M€ pour la région parisienne. « Le logement n'était pas la priorité dans un contexte de crise. Je comprends, mais en même temps celle-ci a révélé l'archaïsme des processus administratifs en France sur le traitement des programmes immobiliers. Loger les gens c'est notre obsession depuis 12 ans. Nous avons investi sur un créneau délaissé par la profession immobilière », explique Hervé Legros. Le PDG d'Alila, le réaffirme : « On ne construit pas assez de logements face à une demande importante. En France, 4 millions de personnes sont mal logées et 2, 5 millions sont en attente d'un logement. »

Relancer une politique de logements

Un constat qui révèle un autre enjeu : celui de la volonté des maires de construire du logement aidé dans un contexte où les communes subissent de plein fouet l'exonération des taxes foncières, peu, voire pas, compensées et ne perçoivent plus de taxe d'habitation. « Les élus doivent relancer une politique de logements forte et pas seulement de logements sociaux, je pense également aux logements

intermédiaires qui sont l'un des enjeux de l'habitat et qui correspondent aux budgets de la classe moyenne qui ne parvient notamment plus à se loger dans les métropoles tandis que chaque année, des milliers de nouveaux habitants souhaitent s'y installer. L'immobilier est devenu un produit de première nécessité ». Localement, Hervé Legros témoigne d'une bonne écoute de la part des élus écologistes de l'agglomération lyonnaise : « mes interlocuteurs ont envie de travailler avec les acteurs privés du logement aidé. Ils sont d'accord sur le constat que l'immobilier est aujourd'hui trop cher et pas adapté. La métropole prévoit d'ici 2026 la construction d'environ 6 000 logement, c'est un vrai défi ; atteignable mais il faudra que les communes puissent percevoir des revenus sur ces constructions ». ■